

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 623

[2004/200506]

6 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 599/2003 de la Commission du 1^{er} avril 2003;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 de la Commission du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1038/2001 du Conseil du 22 mai 2001, notamment son article 6, § 3;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 963/2003 de la Commission du 4 juin 2003;

Vu la décision n° C (2000) 2967 de la Commission du 6 octobre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Belgique fédérale et couvrant la période de programmation 2000-2006;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 septembre 2000;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1995 portant instauration d'un régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire ou à maintenir des méthodes de l'agriculture biologique, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 1998 fixant les prescriptions relatives à la production biologique dans le secteur animal, modifié par l'arrêté ministériel du 19 août 2000;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures en matière de développement rural particulièrement en ce qui concerne l'agriculture biologique, pour suivre les modalités d'application des règlements (CE) n° 1257/1999 et n° 445/2002 et que l'uniformisation entre les applications pour les différents régimes d'aides gérés dorénavant par les Régions est nécessaire dans un souci de simplification administrative;

Considérant qu'il est requis que les mesures en matière d'agriculture biologique soient compatibles avec les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92;

Considérant qu'un régime d'aide à l'agriculture biologique doit être mis en place sans délai au niveau wallon pour assurer la continuité par rapport aux actions entreprises au niveau fédéral en application de la réglementation européenne et pour mettre en œuvre les mesures permettant de concrétiser la Déclaration de politique régionale actualisée (DPRA) et le Contrat d'avenir pour la Wallonie actualisé (CAWA);

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° « producteur » : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole quelles que soient les spéculations;

2° « exploitation » : l'ensemble des unités de production, dont le siège est situé sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même producteur;

3° « unité de production » : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les fertilisants, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue d'exploiter une ou plusieurs spéculations agricoles, horticoles ou d'élevage;

4° « demande d'aide à la surface » : la demande annuelle de paiement au titre des régimes d'aides visés à l'article 1^{er}, § 1, point a) et point b) *iii*), du règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires;

5° « déclaration de superficies » : déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 4, § 1^{er}, du règlement n° 2419/2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

6° « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

7° « administration » : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

8° « Service extérieur compétent » : la Direction du Service extérieur de l'administration qui traite la demande d'aide à la surface du producteur concerné. Toutefois, pour des terres situées dans la Région wallonne alors que le producteur a son adresse de correspondance en dehors de celle-ci, le Service extérieur gestionnaire du dossier concerné est celui de l'adresse de l'unité de production considérée en Région wallonne ou, éventuellement, le Service extérieur retenu par l'administration. En absence d'unité de production en Région wallonne ou de bâtiment agricole rattaché aux terres exploitées en Région wallonne par ce producteur, le Service extérieur compétent est celui du ressort duquel se trouve la commune où se situe la plus grande partie des terres visées.

Art. 2. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier des aides à l'agriculture biologique, le producteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 3508/92;

2° disposer de terres situées en Région wallonne conduites selon le mode de production biologique conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 2092/91 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires et de l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 septembre 2000. Seules les parcelles considérées situées en Région wallonne peuvent faire l'objet d'une aide en application du présent arrêté. Toutefois, les parcelles situées en dehors de la Région wallonne peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la charge en bétail, dans les limites prévues par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

3° gérer son exploitation agricole conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 2092/91;

4° au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction des demandes d'aides à la surface, avoir notifié son activité à un organisme de contrôle privé agréé en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 17 avril 1992;

5° s'engager, pour les parcelles pour lesquelles il demande les aides à l'agriculture biologique, à appliquer le mode de production biologique, sans interruption, pendant au moins cinq ans, sans préjudice de l'application du § 2 du présent article;

6° introduire annuellement auprès de l'administration et selon ses instructions, une déclaration de superficie dans laquelle il déclare toutes les parcelles de son exploitation;

7° joindre à la déclaration de superficie une demande annuelle d'aide à l'agriculture biologique, qui est intégrée dans le formulaire de demande d'aide à la surface. Cette demande annuelle d'aide à l'agriculture biologique doit être introduite selon les instructions de l'administration et au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction des demandes d'aides à la surface;

8° joindre à sa demande annuelle d'aide à l'agriculture biologique, selon les instructions de l'administration, toutes les preuves nécessaires au calcul du montant de l'aide annuelle, notamment celles relatives au calcul de la charge en bétail visé à l'article 5;

9° lorsqu'un système d'identification et d'enregistrement des animaux est organisé, faire identifier et enregistrer tous les animaux de son exploitation. Tous ces animaux identifiés doivent être localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par le producteur concerné par les présentes aides. Le producteur autorise l'administration à consulter les données le concernant relatives à toutes ces identifications et enregistrements (données « Sanitel »);

10° au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction des demandes d'aides à la surface, avoir notifié à l'organisme de contrôle privé agréé susmentionné, l'utilisation selon le mode de production biologique de toutes les parcelles pour lesquelles l'aide est demandée et exploiter celles-ci jusqu'au terme de la même année, et ce, sans préjudice des obligations prévues dans d'autres régimes d'aide.

§ 2. En application des articles 21 et 31 du règlement (CE) n° 445/2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), lorsque, au cours de la période d'engagement, la superficie soumise à la demande d'aide à l'agriculture biologique fait l'objet d'une extension et que cette superficie supplémentaire représente, par année, un accroissement inférieur ou égal à 10 % de la superficie de l'engagement initial, cette superficie supplémentaire est incluse dans l'engagement en cours. Si cet accroissement est supérieur à 10 %, l'engagement initial du producteur est remplacé d'office par un nouvel engagement pour une nouvelle période de cinq ans et pour toutes les parcelles pour lesquelles le producteur demandait précédemment les aides, augmentées des parcelles supplémentaires considérées.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'octroi de l'aide à l'agriculture biologique, sont définis quatre groupes de cultures (y compris les jachères). Pour chaque groupe, les cultures sont désignées selon les dénominations et codes cultures utilisés dans le cadre de la demande d'aide à la surface de l'année considérée. Ces groupes sont les suivants :

1° groupe de cultures 1 « prairies, fourrages de base » : ce groupe concerne les cultures suivantes :

maïs ensilage	code 201
maïs grain	code 202
prairie permanente au moins pâturée une fois	code 611
prairie permanente non pâturée (uniquement destinée à la fauche et/ou au fanage)	code 612
prairie temporaire au moins pâturée une fois	code 621
prairie temporaire non pâturée (uniquement destinée à la fauche et/ou au fanage)	code 622
trèfle	code 72
luzerne	code 73
autres fourrages	code 743

2° groupe de cultures 2 « jachères » : ce groupe concerne les cultures suivantes :

jachères - légumineuses	code 83
jachères - mélange de graminées et de légumineuses	code 84
jachères - autres couvertures ensemencées,	code 85
dont mélanges certifiés	code 851

3° groupe de cultures 3 « horticulture et arboriculture » : ce groupe concerne les cultures suivantes :

pois (autres que récoltés secs)	code 931
fèves et féveroles (autres que récoltés secs)	code 932
haricots	code 94
cultures maraîchères	code 951
cultures maraîchères sous verre	code 952
plantes aromatiques	code 953
cultures horticoles non comestibles	code 96
cultures fruitières pluriannuelles	code 971
cultures fruitières annuelles	code 972
houblon	code 9822

4° groupe de cultures 4 « autres cultures annuelles » : ce groupe concerne les cultures autres que celles énumérées pour les groupes de cultures 1, 2 et 3, à l'exception des couvertures végétales suivantes :

jachères - couvert naturel	code 81
jachères - graminées	code 82
boisement (règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le FEOGA, article 31)	code 891
tabac	code 9821

§ 2. Pour les quatre groupes de cultures susmentionnés, l'aide annuelle est établie en fonction de la superficie engagée selon les montants et les tranches de superficies suivants :

1° Pour les groupes 1 et 2 visés au § 1^{er}, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale cumulée pour les deux groupes considérés :

- 275 euros/ha pour les 32 premiers hectares,
- 150 euros/ha au-delà du 32^{ème} hectare jusqu'au 64^{ème} hectare,
- 75 euros/ha au-delà du 64^{ème} hectare.

2° Pour le groupe 3, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale pour ce groupe :

- 750 euros/ha pour les 14 premiers hectares,
- 450 euros/ha au-delà du 14^{ème} hectare.

3° Pour le groupe 4, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale pour ce groupe :

- 350 euros/ha pour les 32 premiers hectares,
- 225 euros/ha au-delà du 32^{ème} hectare jusqu'au 64^{ème} hectare,
- 150 euros/ha au-delà du 64^{ème} hectare.

Art. 4. Pour le producteur qui procède à la conversion de son exploitation en une exploitation agricole ou horticole ou d'élevage conduite selon le mode de production biologique et qui satisfait aux conditions visées à l'article 2, une surprime de 150 euros/ha est octroyée pour les superficies éligibles n'ayant jamais bénéficié d'aides à l'agriculture biologique. Cette surprime annuelle est versée pendant une période de deux ans.

Lorsque, pendant la période d'engagement, le producteur convertit au mode de production biologique des superficies supplémentaires qui n'ont jamais bénéficié d'aides à l'agriculture biologique, une surprime annuelle identique de 150 euros/ha est octroyée à ces superficies pendant une période maximale de deux ans mais toutefois limitée à la fin de la période d'engagement.

Art. 5. § 1^{er}. Pour les superficies déclarées pour le groupe de cultures 1, tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°, le calcul de l'aide visée aux articles 3 et 4 prend en compte la totalité des superficies déclarées pour ce groupe lorsque la charge en bétail de l'exploitation est supérieure ou égale à 1 Unité Gros Bétail (U.G.B.) par hectare de superficies cumulées déclarées pour les groupes de cultures 1 (« prairies, fourrages de base ») et 2 (« jachères ») tels que visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°.

Lorsque la charge en bétail de l'exploitation est inférieure à 1 U.G.B. par hectare de superficies cumulées déclarées pour les groupes de cultures 1 (« prairies, fourrages de base ») et 2 (« jachères ») tels que visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide relative au groupe de cultures 1 (« prairies, fourrages de base ») sont plafonnées aux superficies du groupe 1 nécessaires pour que la charge en bétail susmentionnée atteigne 1 U.G.B. par hectare.

Les animaux retenus dans le calcul de la charge doivent être élevés selon le mode de production biologique et leur détenteur doit être le producteur concerné par les présentes aides. Tous ces animaux doivent être localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par ce producteur.

Le calcul du nombre d'U.G.B. relatif à ces animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

Equidés de plus de six mois	1
Bovidés de moins de 1 an	0,25
Bovidés de 1 à 2 ans	0,6
Bovidés de 2 ans et plus, mâles	1
Vaches laitières et laitières de réforme	1
Autres vaches et génisses	0,8
Porcelets	0,027
Truies reproductrices	0,3
Autres porcs, porcs à l'engrais	0,143
Brebis et chèvres	0,15
Cervidés autres que sauvages	0,5
Autruches/autres oiseaux coureurs (ratites)	0,15
Poulets de chair	0,003
Poules pondeuses	0,009
Canards/pintades	0,05
Oies/dindons	0,1
Lapines reproductrices	0,02

Les nombres d'animaux retenus dans le calcul de la charge correspondent aux nombres moyens d'animaux présents dans l'exploitation durant l'année civile complète correspondant à la demande.

Lorsqu'il s'agit d'une première demande annuelle, la période retenue pour ce calcul de la charge relatif à cette première année débute au 1^{er} janvier de l'année de la demande et se termine le 31 décembre de cette même année.

§ 2. Les cultures fruitières de hautes tiges qui ont été plantées depuis plus de cinq ans au moment de la demande sont exclues du bénéfice de l'aide à l'agriculture biologique si la production fruitière n'est pas commercialisée.

Art. 6. En application de l'article 30 du règlement (CE) n° 445/2002, lorsque, au cours de la période d'engagement, le bénéficiaire transfère tout ou partie de son exploitation à un autre producteur, celui-ci peut reprendre l'engagement pour la période restant à courir pour autant qu'il ait effectué et notifié cette reprise d'engagement conformément aux instructions de l'administration. Dans le cas contraire, le producteur cédant est obligé de rembourser les aides perçues depuis le début de son engagement.

Selon les modalités prévues aux articles 30, 2^e alinéa, et 33 du règlement (CE) n° 445/2002, l'administration peut ne pas demander le remboursement en cas de cessation définitive des activités agricoles du producteur qui a déjà accompli une partie importante de son engagement pour autant qu'une reprise de cet engagement par un successeur soit irréalisable ou dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

Art. 7. Les contrôles de superficies des cultures déclarées sur les demandes d'aide et les contrôles des animaux faisant l'objet des présentes aides sont effectués par l'administration.

Ces contrôles comportent des vérifications croisées avec les données du SIGEC et avec les données « Sanitel ». Les contrôles relatifs aux volailles, autruches et autres oiseaux coureurs, équidés et lapins sont basés sur les dernières données dont dispose l'administration dans le cadre de l'identification et de l'enregistrement de ces animaux et, le cas échéant, sur les recensements établis par l'organisme de contrôle chargé de contrôler l'application du cahier des charges de l'agriculture biologique au sein de l'exploitation du producteur ainsi que sur les déclarations complémentaires du producteur.

Art. 8. L'administration est chargée du versement des aides à l'agriculture biologique ainsi que du recouvrement des paiements indus.

Sauf dans des cas dûment justifiés, les aides sont payées aux bénéficiaires une fois par an, au plus tard le 30 avril suivant la fin de l'année civile de l'introduction des demandes.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur-demandeur d'aide.

L'Inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

§ 2. Les sanctions sont appliquées conformément aux articles 62 et 63 du règlement (CE) n° 445/2002.

Sans préjudice des modalités d'application des pénalités prévues au règlement précité, en cas de différence constatée entre les superficies déclarées par le producteur pour un groupe de cultures tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, et les superficies déterminées lors des contrôles administratifs ou lors des contrôles sur place pour ce même groupe de cultures, l'aide octroyée est calculée en répartissant la réduction de superficies engendrée par l'application de des pénalités sur les superficies des différentes tranches de superficies prévues à l'article 3, § 2, selon la proportionnalité de chacune de ces tranches par rapport à la superficie totale déclarée par le producteur pour ce groupe de cultures.

En cas de paiement indu, conformément à l'article 49 du règlement (CE) n° 2419/2001, le montant total à réclamer sera majoré des intérêts légaux à compter de la date de la notification de l'obligation de remboursement. Le montant payé indûment peut être porté en déduction du premier paiement qui suit la date de décision de remboursement.

Art. 10. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application du présent arrêté et de ses modalités d'application doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée auprès de l'Inspecteur général de l'administration endéans les mois qui suivent la communication de la décision. L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés ni sur le calcul des éventuels intérêts de retard.

Art. 11. L'arrêté ministériel du 30 mars 1995 portant instauration d'un régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire ou à maintenir des méthodes de l'agriculture biologique, est abrogé. Toutefois, pour les producteurs bénéficiant au titre de l'exercice 2002 des aides octroyées en application de l'arrêté ministériel du 30 mars 1995, cette réglementation reste d'application jusqu'au terme de leur engagement de cinq ans, à l'exception des modalités d'introduction de la demande annuelle qui sont régies par l'article 2, § 1^{er}, points 6^o et 7^o.

Art. 12. Pour l'année 2003, par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, points 6^o et 7^o, la demande d'aide à l'agriculture biologique relative au présent arrêté sera introduite dans les deux mois qui suivent la publication du présent arrêté au *Moniteur Belge*, au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2003.

Art. 14. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 623

[2004/200506]

**6. NOVEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 599/2003 der Kommission vom 1. April 2003;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1038/2001 des Rates vom 22. Mai 2001, insbesondere des Artikels 6, § 3;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1783/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 963/2003 der Kommission vom 4. Juni 2003;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2000)2967 der Kommission vom 6. Oktober 2000 zur Genehmigung des Dokuments für die Programmplanung des belgischen föderalen Programms für die Entwicklung des ländlichen Raumes für den Planungszeitraum 2000-2006;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 über den biologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 3. September 2000;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 30. März 1995 zur Einführung einer Beihilferegulung zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, biologische Produktionsmethoden in der Landwirtschaft einzuführen oder aufrecht zu erhalten;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 30. Oktober 1998 zur Festlegung der Vorschriften bezüglich der biologischen Produktion im Tiersektor, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 19. August 2000;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Federalbehörde;

Aufgrund des am 5. November 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass es einerseits notwendig ist, unverzüglich Maßnahmen im Bereich der ländlichen Entwicklung und insbesondere im Bereich der biologischen Landwirtschaft zu treffen, um den Durchführungsbestimmungen der Verordnungen (EG) Nr. 1257/1999 und Nr. 445/2002 Folge zu leisten, und dass andererseits im Sinne einer verwaltungstechnischen Vereinfachung eine Harmonisierung der Anwendung der verschiedenen Beihilferegulungen, die nunmehr von den Regionen verwaltet werden, notwendig ist;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, dass die Maßnahmen im Bereich der biologischen Landwirtschaft mit den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 vereinbar sind;

In der Erwägung, dass auf wallonischer Ebene unverzüglich ein System von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft einzuführen ist, um die Kontinuität mit den Aktionen der föderalen Behörden in Anwendung der europäischen Regelungsbestimmungen zu gewährleisten und jene Maßnahmen, umzusetzen, die eine Konkretisierung der aktualisierten Erklärung zur Regionalpolitik (Déclaration de politique régionale actualisée - DPPRA) und des aktualisierten Vertrags für die Zukunft der Wallonie (contrat d'avenir pour la Wallonie actualisé - CAWA) ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Erzeuger": der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Betriebsformen, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen Betrieb verwaltet, unabhängig von Spekulationen;

2° "Betrieb": alle von ein und demselben Erzeuger autonom verwalteten Produktionseinheiten, deren Betriebssitz auf nationalem Gebiet gelegen ist;

3° "Produktionseinheit": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Düngemittel, der landwirtschaftlichen Nutztiere und der Ländereien, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft, des Gartenbaus oder der Zucht durchzuführen;

4° "Antrag auf Flächenbeihilfe": der jährlich eingereichte Zahlungsantrag im Rahmen der in Artikel 1, § 1, a) und b) iii) der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen angeführten Beihilferegulungen;

5° "Flächenerklärung": Erklärung des Erzeugers, in der unabhängig von Spekulationen alle landwirtschaftlich genutzten Parzellen unter Angabe der Flächen angeführt werden, gemäß Artikel 4, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

6° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

7° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

8° "Zuständiger Außendienst": die Direktion der Außendienste der Verwaltung, die den Antrag auf Flächenbeihilfe des betreffenden Erzeugers bearbeitet. Falls die Ländereien innerhalb der Wallonischen Region gelegen sind, der Erzeuger aber eine Postanschrift außerhalb dieser Region hat, handelt es sich bei dem Außendienst, der die Akte bearbeitet, um jene, die für das Gebiet in der Wallonischen Region, auf dem sich die betreffende Produktionseinheit befindet, zuständig ist, oder ggf. um einen anderen von der Verwaltung bezeichneten Außendienst. Befindet sich keine Produktionseinheit oder kein landwirtschaftliches Gebäude, das den von diesem Erzeuger in der Wallonischen Region genutzten Ländereien angegliedert ist, auf dem Gebiet der Wallonischen Region, handelt es sich bei dem zuständigen Außendienst um jenen des Gebiets, auf dem sich die Gemeinde befindet, in der der Großteil der betreffenden Ländereien gelegen ist.

Art. 2 - § 1 - Um in den Genuss von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gelangen zu können, muss der Erzeuger die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

1° bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 identifiziert sein;

2° über Ländereien verfügen, die innerhalb der Wallonischen Region gelegen sind und die biologisch bewirtschaftet werden gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel und des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 über den biologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 3. September 2000;

Nur für die betreffenden Parzellen, die innerhalb der Wallonischen Region gelegen sind, kann in Anwendung des vorliegenden Erlasses eine Beihilfe gewährt werden. Die außerhalb der Wallonischen Region gelegenen Parzellen können jedoch bei der Berechnung des Tierbesatzes in den durch Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen festgelegten Grenzen berücksichtigt werden;

3° seinen landwirtschaftlichen Betrieb gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 verwalten;

4° spätestens an dem für das Einreichen der Anträge auf Flächenbeihilfe festgelegten Datum eine gemäß Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 zugelassene private Kontrolleinrichtung über seine Tätigkeit informiert haben;

5° sich verpflichten, unbeschadet der Anwendung von § 2 des vorliegenden Artikels auf den Parzellen, für die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft beantragt werden, während mindestens fünf Jahren ununterbrochen biologische Produktionsmethoden anzuwenden;

6° jährlich bei der Verwaltung nach den von ihr festgelegten Anweisungen eine Flächenerklärung einreichen, in der er alle Parzellen seines Betriebs anführt;

7° der Flächenerklärung einen jährlichen Antrag auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft beifügen, der in das Antragsformular für Flächenbeihilfen integriert ist. Dieser Antrag auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft muss jährlich nach den von der Verwaltung festgelegten Anweisungen spätestens an dem für das Einreichen der Anträge auf Flächenbeihilfe festgelegten Datum eingereicht werden;

8° seinem jährlichen Antrag auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft nach den von der Verwaltung festgelegten Anweisungen alle für die Berechnung der jährlich gewährten Beihilfe notwendigen Belege beifügen, insbesondere jene, die sich auf die Berechnung des in Artikel 5 angeführten Tierbesatzes beziehen;

9° wenn ein System zur Identifizierung und Registrierung der Tiere organisiert wird, alle Tiere seines Betriebs identifizieren und registrieren lassen. Alle diese identifizierten Tiere müssen in der oder den Produktionseinheiten, die von dem Erzeuger, der die betreffenden Beihilfen beantragt, verwaltet werden, lokalisiert werden. Der Erzeuger erlaubt der Verwaltung, Einsicht in die Daten bezüglich der gesamten Identifizierungen und Registrierungen ("Sanitel"-Daten) zu nehmen;

10° spätestens an dem für das Einreichen der Anträge auf Flächenbeihilfe festgelegten Datum der vorerwähnten zugelassenen privaten Kontrolleinrichtung mitgeteilt haben, welche Parzellen, für die eine Beihilfe beantragt wird, unter Anwendung biologischer Produktionsmethoden bewirtschaftet werden, und diese bis zum Jahresende desselben Jahres bewirtschaften, unbeschadet der in anderen Beihilferegulungen vorgesehenen Verpflichtungen.

§ 2 - Für den Fall, dass in Anwendung der Artikel 21 und 31 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) die Fläche, für die eine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft beantragt wird, im Laufe des Verpflichtungszeitraums Gegenstand einer Ausdehnung ist und diese zusätzliche Fläche pro Jahr einer Ausdehnung entspricht, die 10 % der Fläche der ursprünglichen Verpflichtung nicht übersteigt, so wird diese zusätzliche Fläche mit in die laufende Verpflichtung einbezogen. Falls die Ausdehnung mehr als 10% ausmacht, wird die ursprüngliche Verpflichtung des Erzeugers automatisch durch eine neue Verpflichtung für einen neuen Zeitraum von fünf Jahren ersetzt, und zwar für alle Parzellen, für die der Erzeuger bisher Beihilfen beantragte, erhöht um die betreffenden zusätzlichen Flächen.

Art. 3 - § 1 - Für die Gewährung der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft werden vier Kulturgruppen (einschließlich Brachland) definiert. Für jede Gruppe werden die Kulturen nach ihren Bezeichnungen und Codes angeführt, die im Rahmen des Antrags auf Flächenbeihilfe für das betreffende Jahr benutzt werden. Bei diesen Gruppen handelt es sich um folgende:

1° Kulturgruppe 1 "Wiesen, Grundfuttermittel": diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:	
Silagemais	Code 201
Körnermais	Code 202
Dauerwiese, die wenigstens einmal beweidet wird	Code 611
Dauerwiese, die nicht beweidet wird (nur für den Schnitt und das Heuen bestimmt)	Code 612
Wechselwiese, die wenigstens einmal beweidet wird	Code 621
Wechselwiese, die nicht beweidet wird (nur für den Schnitt und das Heuen bestimmt)	Code 622
Klee	Code 72
Luzerne	Code 73
Sonstige Futtermittel	Code 743
2° Kulturgruppe 2 "Brachland": diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:	
Brachland - Leguminosen	Code 83
Brachland - Gemisch von Gräsern und Leguminosen	Code 84
Brachland - andere eingesäte Bodenbedeckungen	Code 85
worunter anerkanntes Saatgut	Code 851
3° Kulturgruppe 3 "Gartenbau und Baumzucht": diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:	
Erbsen (mit Ausnahme der trocken geernteten Erbsen)	Code 931
Puffbohnen und Feldbohnen (mit Ausnahme der trocken geernteten)	Code 932
Bohnen	Code 94
Gemüseanbau	Code 951
Gemüseanbau unter Glas	Code 952
Aromapflanzen	Code 953
Ungenießbare Gartenbaukulturen	Code 96
Mehrfährige Obstkulturen	Code 971
Einjahreskulturen von Obst	Code 972
Hopfen	Code 9822
4° Kulturgruppe 4 "Sonstige Einjahreskulturen": diese Gruppe betrifft alle Kulturen, die nicht in den Kulturgruppen 1, 2 und 3 angeführt werden, mit Ausnahme der folgenden Pflanzendecken:	
Brachland - Natürliche Pflanzendecke	Code 81
Brachland - Gräser	Code 82
Bewaldung (Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL, Artikel 31)	Code 891
Tabak	Code 9821

§ 2 - Für die vier vorerwähnten Kulturgruppen wird die jährliche Beihilfe auf der Grundlage der Fläche, auf die sich die Verpflichtung bezieht, nach folgenden Beträgen und Flächenabschnitten festgelegt:

1° Für die unter § 1 angeführten Gruppen 1 und 2 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der zusammengelegten Gesamtfläche der beiden betreffenden Gruppen gewährt:

- 275 Euro/Ha für die ersten 32 Ha;
- 150 Euro/Ha nach dem 32. Ha bis zum 64 Ha;
- 75 Euro/Ha nach dem 64. Ha.

2° Für die Gruppe 3 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der Gesamtfläche dieser Gruppe gewährt:

- 750 Euro/Ha für die ersten 14 Ha;
- 450 Euro/Ha nach dem 14. Ha;

3° Für die Gruppe 4 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der Gesamtfläche dieser Gruppe gewährt:

- 350 Euro/Ha für die ersten 32 Ha;
- 225 Euro/Ha nach dem 32. Ha bis zum 64 Ha;
- 150 Euro/Ha nach dem 64. Ha.

Art. 4 - Für den Erzeuger, der seinen Betrieb in einen Landwirtschafts- oder Gartenbau- oder Zuchtbetrieb umwandelt, der nach biologischen Betriebsmethoden geführt wird und die in Artikel 2 angeführten Bedingungen erfüllt, wird eine Mehrprämie von 150 Euro/Ha für jene Flächen gewährt, die beihilfefähig sind und für die noch nie Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gewährt worden sind. Diese jährliche Mehrprämie wird während eines Zeitraums von zwei Jahren gezahlt.

Wenn der Erzeuger im Laufe des Verpflichtungszeitraums auf zusätzlichen Flächen, für die noch nie Beihilfen für die biologische Landwirtschaft gewährt worden sind, biologische Betriebsmethoden einführt, wird für diese Flächen eine identische Mehrprämie von 150 Euro/Ha pro Jahr während maximal zwei Jahren gezahlt, wobei die Zahlung dieser Prämie jedoch am Ende des Verpflichtungszeitraums eingestellt wird.

Art. 5 - § 1 - Für die in der in Artikel 3, § 1, 1° angeführten Kulturgruppe 1 angegebenen Flächen werden bei der Berechnung der in den Artikeln 3 und 4 angeführten Beihilfe die gesamten für diese Gruppe angegebenen Flächen berücksichtigt, wenn der Tierbesatz des Betriebs größer oder gleich ist als eine Großvieheinheit (G.V.E.) pro Hektar der Summe der für die in Artikel 3, § 1, 1° und 2° erwähnten Kulturgruppen 1 ("Wiesen, Grundfuttermittel") und 2 ("Brachland") angegebenen Flächen.

Liegt der Tierbesatz des Betriebs unter einer Großvieheinheit pro Hektar der Summe der für die in Artikel 3, § 1, 1° und 2° erwähnten Kulturgruppen 1 ("Wiesen, Grundfuttermittel") und 2 ("Brachland") angegebenen Flächen, werden die bei der Berechnung der Beihilfe für die Kulturgruppe 1 ("Wiesen, Grundfuttermittel") berücksichtigten Flächen auf die Flächen der Gruppe 1 begrenzt, die notwendig sind, um zu ermöglichen, dass der vorerwähnte Tierbesatz eine Großvieheinheit pro Hektar erreicht.

Die bei der Berechnung des Tierbesatzes berücksichtigten Tiere müssen auf der Grundlage biologischer Produktionsmethoden gehalten werden und bei ihrem Halter muss es sich um den Erzeuger handeln, der für die vorliegenden Beihilfen in Frage kommt. Alle diese Tiere müssen in der oder den von diesem Erzeuger bewirtschafteten Produktionseinheiten lokalisiert sein.

Die Berechnung der Anzahl Großvieheinheiten für diese Tiere wird unter Zugrundlegung der nachfolgenden Koeffizienten durchgeführt:

Pferde, älter als sechs Monate	1
Rinder, jünger als ein Jahr	0,25
Rinder zwischen 1 und 2 Jahren	0,6
Männliche Rinder, älter als 2 Jahre	1
Milchkühe und Reformkühe	1
Sonstige Kühe und Färsen	0,8
Ferkel	0,027
Zuchtsäue	0,3
Andere Schweine, Mastschweine	0,143
Mutterschafe und Ziegen	0,15
Hirsche, mit Ausnahme wildlebender Tiere	0,5
Sträube/sonstige Laufvögel	0,15
Fleischhähnchen	0,003
Legehennen	0,009
Enten/Perlhühner	0,05
Gänse/Truthähne	0,1
Zuchtkaninchen	0,02

Die Anzahlen der bei der Berechnung des Tierbesatzes berücksichtigten Tiere entsprechen den durchschnittlichen Zahlen der Tiere, die während des gesamten Kalenderjahres, das dem Antrag entspricht, im Betrieb gehalten werden.

Handelt es sich um einen ersten jährlichen Antrag, so beginnt der für die Berechnung des Tierbesatzes für das betreffende Jahr berücksichtigte Zeitraum am 1. Januar des Antragsjahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

§ 2 - Die hochstämmigen Obstkulturen, deren Anpflanzung zum Zeitpunkt des Einreichens des Antrags mehr als fünf Jahre zurückliegt, werden von der Beihilfe für die biologische Landwirtschaft ausgeschlossen, falls die Obstproduktion nicht vermarktet wird.

Art. 6 - Für den Fall, dass der Begünstigte im Laufe des Verpflichtungszeitraums seinen gesamten Betrieb oder einen Teil davon einem anderen Erzeuger überträgt, kann dieser in Anwendung von Artikel 30 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 die Verpflichtung für den verbleibenden Zeitraum übernehmen, unter der Bedingung, dass er dieser Übernahme gemäß den Anweisungen der Verwaltung durchgeführt und notifiziert hat. Andernfalls ist der Erzeuger-Überlasser verpflichtet, die seit dem Beginn seiner Verpflichtung erhaltenen Beihilfen zurückzuzahlen.

Gemäß den in den Artikeln 30, Absatz 2 und 33 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen hat die Verwaltung die Möglichkeit, im Falle der endgültigen Aufgabe der landwirtschaftlichen Tätigkeit des Erzeugers, der bereits einen Großteil seiner Verpflichtungen erfüllt hat, die Rückerstattung nicht zu fordern, für den Fall, dass entweder eine Übernahme dieser Verpflichtung durch einen Nachfolger nicht durchführbar ist, oder bei höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen.

Art. 7 - Die Kontrolle der angebauten Flächen, die auf der Flächenerklärung angegeben werden, sowie die Kontrolle der Tiere, für die die vorliegenden Beihilfen gewährt werden, werden von der Verwaltung durchgeführt. Diese Kontrollen umfassen gegenseitige Überprüfungen mit den Daten des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems und den Sanitel-Daten. Die Kontrolle für das Geflügel, die Straube und sonstigen Laufvögel, die Pferde und Kaninchen werden durchgeführt auf der Grundlage der letzten Daten, über die die Verwaltung im Rahmen der Identifizierung und Registrierung dieser Tiere verfügt, gegebenenfalls auch auf der Grundlage der Erhebungen, die von der Kontrolleinrichtung, die zu prüfen hat, ob das Lastenheft für die biologische Landwirtschaft auf dem Betrieb des Erzeugers angewandt wird, erstellt werden, sowie auf der Grundlage der zusätzlichen Erklärungen des Erzeugers.

Art. 8 - Die Verwaltung ist für die Zahlung der Beihilfen für die biologische Landwirtschaft sowie für die Beitreibung der ungeschuldet gezahlten Beträge zuständig.

Außer in ordnungsgemäß gerechtfertigten Fällen, werden die Beihilfen einmal pro Jahr an die Begünstigten gezahlt, und zwar spätestens am 30. April nach Ablauf des Kalenderjahres, in dem die Anträge eingereicht wurden.

Ungeachtet der von der Verwaltung angewandten Beihilferegelung kann diese für den Fall, dass ein Betrag ungeschuldet gezahlt wurde oder eine zusätzliche Abgabe erhoben wird, einen Ausgleich mit jeglicher in dem vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger - Antragsteller zustehenden Beihilfe durchführen.

Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.

Art. 9 - § 1 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses können gemäß Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.

§ 2 - Die Sanktionen werden gemäß den Artikeln 62 und 63 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002.

Unbeschadet der Modalitäten für die Anwendung der in der vorerwähnten Verordnung angeführten Sanktionen wird im Falle einer Differenz zwischen den Flächen, die der Erzeuger für eine Kulturgruppe gemäß Artikel 3, § 1 angegeben hat einerseits, und den Flächen, die bei den Verwaltungskontrollen oder den vor Ort durchgeführten Kontrollen für die betreffende Kulturgruppe andererseits festgestellt werden, die gewährte Beihilfe berechnet, indem die Verringerung der Flächen, die durch die Anwendung der Sanktionen verursacht wurde auf die Flächen der in Artikel 3, § 2 angeführten jeweiligen Flächenabschnitte verteilt wird, wobei das Verhältnis jedes dieser Abschnitte zu der Gesamtfläche, die der Erzeuger für diese Kulturgruppe angegeben hat, als Grundlage genommen wird.

Wurde ein ungeschuldeter Betrag gezahlt, wird der einzufordernde Gesamtbetrag gemäß Artikel 49 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 um den gesetzlichen Zinssatz erhöht und zwar ab dem Datum der Notifizierung der Rückerstattungspflicht. Der ungeschuldet gezahlte Betrag kann von der ersten Zahlung, die nach der Notifizierung der Rückerstattungspflicht getätigt wird, abgezogen werden.

Art. 10 - Unter Gefahr der Ablehnung oder der Nichtigkeit muss die Klage gegen einen in Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Anwendungsbestimmungen gefassten Beschluss durch einen Einschreibebrief an den Generalinspektor der Verwaltung innerhalb der Frist eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses eingereicht werden. Das Einreichen einer Klage hat weder auf die Aufhebung eines eventuellen Antrags auf Rückerstattung der ungeschuldet gezahlten Beträge, noch auf die Berechnung eventueller Verzugszinsen Einfluss.

Art. 11 - Der Ministerialerlass vom 30. März 1995 zur Einführung einer Beihilferegelung zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, biologische Produktionsmethoden in der Landwirtschaft einzuführen oder aufrecht zu erhalten, wird aufgehoben. Für jene Erzeuger, die für das Betriebsjahr 2002 Beihilfen erhalten, die in Anwendung des Ministerialerlasses vom 30. März 1995 gewährt werden, bleibt diese Regelung jedoch anwendbar bis ihre Verpflichtung nach fünf Jahren endet, mit Ausnahme der Modalitäten für das Einreichen des jährlichen Antrags, für die Artikel 2, § 1, Punkt 6 und 7 anwendbar ist.

Art. 12 - In Abweichung von Artikel 2, § 1, Punkt 6 und 7 wird der Antrag auf Beihilfen für die biologische Landwirtschaft, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses sind, für das Jahr 2003 innerhalb von zwei Monaten nach der Veröffentlichung dieses Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

Art. 13 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2003 wirksam.

Art. 14 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 623

[2004/200506]

6 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende steun aan de biologische landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 599/2003 van de Commissie van 1 april 2003;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 495/2001 van de Commissie van 13 maart 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1038/2001 van de Raad van 22 mei 2001, inzonderheid op artikel 6, § 3;

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1783/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op verordening (EG) nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 963/2003 van de Commissie van 4 juni 2003;

Gelet op beschikking nr. C(2000)2967 van de Commissie van 6 oktober 2000 tot goedkeuring van het programmeringsdocument voor plattelandsontwikkeling voor het federale België met betrekking tot de programmeringsperiode 2000-2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 september 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 1995 houdende de invoering van een steunregeling voor agrarische bedrijfshoofden die zich ertoe verbinden om biologische teeltmethoden in te voeren of verder toe te passen, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 december 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de voorschriften betreffende de biologische productie in de dierlijke sector, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 augustus 2000;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden ter uitvoering van de beslissingen betreffende de overdracht van die bevoegdheden;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van openbare dienst moet worden gewaarborgd, met inachtneming van de verplichtingen opgelegd bij de Europese regelgeving inzake landbouw;

Overwegende dat maatregelen inzake plattelandsontwikkeling onverwijld getroffen moeten worden, inzonderheid wat betreft de biologische landbouw, overeenkomstig de uitvoeringsmodaliteiten van de verordeningen (EG) nr. 1257/1999 en nr. 445/2002 en dat de uitvoering van de door de Gewesten voortaan beheerde steunregelingen geïniformiseerd moet worden in het kader van de administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat de maatregelen inzake biologische landbouw verenigbaar moeten zijn met de toepassingsmodaliteiten van verordening (EEG) nr. 3508/92;

Overwegende dat een steunregeling voor biologische landbouw moet worden ingesteld om de continuïteit te handhaven in verhouding tot de acties gevoerd op federaal niveau overeenkomstig de Europese regelgeving en met het oog op de uitvoering van de maatregelen voor de concretisering van de Geactualiseerde gewestelijke beleidsverklaring en het Geactualiseerde toekomstcontract voor Wallonië;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "producent": de uitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of van rechtspersonen of van beide die op autonome wijze, voor eigen profijt en rekening, een landbouwbedrijf beheert, ongeacht de speculaties;

2° "bedrijf": het geheel van de productie-eenheden gelegen op het nationaal grondgebied, op autonome wijze beheerd door één producent;

3° "productie-eenheid": het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de opslaginfrastructuur, meststoffen, gekweekte dieren en gronden die voor de producent nodig zijn om één of meerdere landbouw-, tuinbouw- of veehouderijspeculaties te bedrijven voor zijn exclusief gebruik;

4° "aanvraag om areaalsteun": de jaarlijkse steunaanvraag uit hoofde van de steunregelingen bedoeld in artikel 1, § 1, punt a) en punt b) iii), van verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

5° "oppervlakte-aangifte": aangifte van de producent waarin alle door hem beheerde landbouwpercelen en hun oppervlakten zijn vermeld, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 4, § 1, van verordening (EG) nr. 2419/2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

6° "Minister": de Minister bevoegd voor Landbouw;

7° "bestuur" de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

8° "bevoegde Buitendienst": de directie Buitendienst van het bestuur die de aanvraag om areaalsteun van de betrokken producent behandelt. Voor gronden gelegen in het Waalse Gewest terwijl het briefwisselingsadres van de producent zich daarbuiten bevindt, is de Buitendienst die het betrokken dossier beheert echter die van het adres van de betrokken productie-eenheid in het Waalse Gewest of, eventueel, de door het bestuur gekozen Buitendienst. Bij afwezigheid van productie-eenheid in het Waalse Gewest of van landbouwgebouw verbonden met de door die producent in het Waalse Gewest geëxploiteerde gronden, is de bevoegde Buitendienst die van het ambtsgebied waaronder de gemeente waar het grootste deel van de betrokken gronden zich bevindt, ressorteert.

Art. 2. § 1. Om in aanmerking te komen voor de steun aan de biologische landbouw, moet de producent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° geïdentificeerd zijn bij het bestuur in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van verordening (EEG) nr. 3508/92;

2° beschikken over gronden die gelegen zijn in het Waalse Gewest en die geëxploiteerd worden volgens de biologische productiemethode overeenkomstig de bepalingen van verordening (EEG) nr. 2092/91 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen en van het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 september 2000.

Alleen de betrokken percelen die in het Waalse Gewest gelegen zijn komen in aanmerking voor steun, overeenkomstig dit besluit. De percelen die buiten het Waalse Gewest gelegen zijn, kunnen echter in aanmerking worden genomen voor de berekening van de veedruk, binnen de grenzen bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse regering van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

3° zijn landbouwbedrijf beheren overeenkomstig de bepalingen van verordening (EEG) nr. 2092/91;

4° uiterlijk op de uiterste datum vastgelegd voor de indiening van de aanvragen om areaalsteun, zijn activiteit ter kennis hebben gebracht van een privé-controle-instelling die erkend is krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 april 1992;

5° zich ertoe verbinden, voor de percelen waarvoor hij steun aan de biologische landbouw aanvraagt, de biologische productiemethode te gebruiken zonder onderbreking, tijdens minstens vijf jaar, onverminderd de toepassing van § 2 van dit artikel;

6° een oppervlakte-aangifte, waarin hij alle percelen van zijn bedrijf aangeeft, jaarlijks indienen bij het bestuur, overeenkomstig zijn instructies;

7° een jaarlijkse aanvraag om steun aan de biologische landbouw, opgenomen in het aanvraagformulier tot het bekomen van areaalsteun, voegen bij de oppervlakte-aangifte. Die aanvraag moet worden ingediend volgens de instructies van het bestuur en uiterlijk op de uiterste datum die vastgelegd is voor de indiening van de aanvragen om areaalsteun;

8° alle bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de berekening van het bedrag van de jaarlijkse steun, met name die betreffende de in artikel 5 bedoelde berekening van de veedruk, voegen bij de jaarlijkse steunaanvraag;

9° wanneer een identificatie- en registratiesysteem voor dieren wordt georganiseerd, alle dieren van zijn bedrijf laten identificeren en registreren. Alle geïdentificeerde dieren moeten zich bevinden in de door de betrokken producent beheerde productie-eenheid(eenheden). De producent laat het bestuur tot de betrokken gegevens betreffende die identificaties en registraties raad te plegen ("Sanitel"-gegevens);

10° uiterlijk op de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen om areaalsteun, het gebruik volgens de biologische productiemethode van alle percelen waarvoor de steun wordt aangevraagd ter kennis hebben gebracht van bovenvermelde erkende privé-instelling en die percelen exploiteren tot het einde van hetzelfde jaar en dit, onverminderd de verplichtingen bedoeld in andere steunregelingen.

§ 2. Overeenkomstig de artikelen 21 en 31 van verordening (EG) nr. 445/2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), wanneer, tijdens de periode waarop de verbintenis betrekking heeft, de oppervlakte waarvoor steun aan de biologische landbouw wordt aangevraagd, uitgebreid wordt en als die bijkomende oppervlakte, per jaar, een verhoging met maximum 10 % van de oppervlakte van de oorspronkelijke verbintenis betekent, wordt die bijkomende oppervlakte opgenomen in de lopende verbintenis. Indien die verhoging hoger is dan 10 %, wordt de oorspronkelijke verbintenis van de producent van ambtswege vervangen door een nieuwe verbintenis voor een nieuwe periode van vijf jaar en voor alle percelen waarvoor de producent vooraf steun aanvraag, verhoogd met de betrokken bijkomende percelen.

Art. 3. § 1. Voor de toekenning van steun aan de biologische landbouw, worden vier groepen gewassen vastgelegd (met inbegrip van braakland). Voor elke groep worden de gewassen aangeduid volgens de benamingen en codes gebruikt in het kader van de aanvraag om areaalsteun van het betrokken jaar. De gewassen worden ingedeeld als volgt :

1° groep 1 "weidland, basisvoeder" : deze groep betreft de volgende gewassen :

silomaïs	code 201
korrelmaïs	code 202
permanent grasland minstens 1 maal begraasd	code 611
permanent grasland niet-begraasd (uitsluitend gemaaid en/of gehooïd)	code 612
tijdelijk grasland minstens 1 maal begraasd	code 621
tijdelijk grasland niet-begraasd (uitsluitend gemaaid en/of gehooïd)	code 622
klavers	code 72
luzerne	code 73
andere voedergewassen	code 743

2° groep 2 "braak" : deze groep betreft de volgende gewassen :

braak - vlinderbloemigen	code 83
braak - mengsel grassen en vlinderbloemigen	code 84
braak - andere bedekking	code 85
waarvan gecertificeerd mengsel	code 851

3° groep 3 "tuinbouw en boomkwekerij" : deze groep bevat de volgende gewassen :

erwten (andere dan droog geoogst)	code 931
tuin- en veldbonen (andere dan droog geoogst)	code 932
stambonen (bruine bonen)	code 94
vollegrond groenten	code 951
serregroenten	code 952
aromatische kruiden	code 953
niet-eetbare tuinbouwgewassen	code 96
meerjaarlijkse fruitteelt	code 971
jaarlijkse fruitteelt	code 972
hop	code 9822

4° groep 4 "andere jaarlijkse gewassen" : deze groep betreft andere gewassen dan die opgesomd voor de groepen 1, 2 en 3, met uitzondering van de volgende plantaardige gewassen :

braak - natuurlijke bedekking	code 81
braak - grassen	code 82
bebossing (verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), artikel 31)	code 891
tabak	code 9821

§ 2. Voor de bovenvermelde vier groepen gewassen, wordt de jaarlijkse steun berekend op basis van de oppervlakte cultuurgrond volgens de volgende bedragen en schijven :

1° Voor de in § 1 bedoelde groepen 1 en 2, wordt de volgende steun verleend volgens de gecumuleerde totale oppervlakte voor de twee betrokken groepen :

- 275 euro/ha voor de eerste 32 ha;
- 150 euro/ha boven de 32e ha tot de 64ste ha;
- 75 euro/ha boven de 64e ha.

2° Voor groep 3 wordt de volgende steun verleend volgens de totale oppervlakte voor die groep :

- 750 euro/ha voor de eerste 14 ha;
- 450 euro/ha boven de 14e ha.

3° Voor groep 4, wordt de volgende steun verleend volgens de totale oppervlakte voor die groep :

- 350 euro/ha voor de eerste 32 ha;
- 225 euro/ha boven de 32e ha tot de 64ste ha;
- 150 euro/ha boven de 64e ha.

Art. 4. Voor de producent die zijn bedrijf omschakelt naar een biologisch land-, tuinbouw- of veebedrijf dat de biologische productiemethode gebruikt en dat voldoet aan de in artikel 2 bedoelde voorwaarden, wordt een extra premie van 150 euro/ha toegekend voor de in aanmerking komende oppervlakten waarvoor geen enkele steun aan de biologische landbouw werd verleend. Die jaarlijkse extra premie wordt gestort tijdens een periode van twee jaar.

Wanneer, tijdens de periode van de verbintenis, de producent naar de biologische productiemethode bijkomende oppervlakten omschakelt waarvoor geen enkele steun aan de biologische landbouw werd verleend, wordt een gelijkwaardige jaarlijkse extra premie van 150 euro/ha toegekend voor die oppervlakten tijdens een maximum periode van twee jaar maar die echter beperkt is tot het einde van genoemde periode.

Art. 5. § 1. Voor de oppervlakten die aangegeven zijn voor de eerste groep gewassen, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o, wordt de berekening van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde steun uitgevoerd op grond van het geheel van de oppervlakten die voor die groep aangegeven zijn wanneer de veedruk van het bedrijf minstens gelijk is aan 1 grootvee-eenheid (GVE) per ha gecumuleerde oppervlakten die aangegeven zijn voor de eerste ("weidland, basisvoeder") en tweede ("braak") groep gewassen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o en 2^o.

Wanneer de veedruk van het bedrijf lager is dan 1 GVE per ha gecumuleerde oppervlakten die aangegeven zijn voor de eerste ("weidland, basisvoeder") en tweede ("braak") groep gewassen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o en 2^o, zijn de oppervlakten waarmee rekening wordt gehouden voor de berekening van de steun betreffende groep 1, beperkt tot de oppervlakten van groep 1 die noodzakelijk zijn opdat genoemde veedruk 1 GVE per ha zou bedragen.

De dieren die in aanmerking komen voor de berekening van de veedruk, moeten worden gefokt volgens de biologische productiemethode en hun houder moet de producent zijn die bij deze steun betrokken is. Al die dieren moeten zich bevinden in de door die producent beheerde productie-eenheid(eenheden).

Het aantal GVE's betreffende die dieren wordt berekend d.m.v. volgende coëfficiënten :

Paardachtigen ouder dan zes maanden	1
Runderachtigen jonger dan 1 jaar	0,25
Runderachtigen van 1 tot 2 jaar	0,6
Mannelijke runderachtigen van 2 jaar en ouder	1
Melk- en reformkoeien	1
Andere koeien en vaarzen	0,8
Biggen	0,027
Fokzeugen	0,3
Andere varkens, mestvarkens	0,143
Ooien en geiten	0,15
Hertachtigen, andere dan wilde dieren	0,5
Struisvogels/andere loopvogels (ratiten)	0,15
Slachtkippen	0,003
Leghennen	0,009
Eenden/parelhoenen	0,05
Ganzen/kalkoenen	0,1
Vrouwelijke fokkonijnen	0,02

Het aantal dieren die in aanmerking komen voor de berekening van de veedruk is gelijk aan het gemiddelde aantal dieren die aanwezig zijn in het bedrijf tijdens het volledige kalenderjaar waarop de aanvraag betrekking heeft.

Bij een eerste jaarlijkse aanvraag, gaat de periode die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de veedruk betreffende dat eerste jaar, in op 1 januari van het jaar van de aanvraag en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

§ 2. De hoogstammige fruitbomen die sedert meer dan vijf jaar werden aangeplant op het ogenblik van de aanvraag, worden uitgesloten van het voordeel van de steun aan de biologische landbouw indien de fruitopbrengst niet wordt gecommmercialiseerd.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 30 van verordening (EG) nr. 445/2002, indien een begunstigde gedurende de periode van een verbintenis zijn bedrijf geheel of gedeeltelijk aan een andere producent overdraagt, kan deze laatste de verbintenis voor de resterende looptijd overnemen, voor zover hij die overname heeft uitgevoerd en meegedeeld overeenkomstig de instructies van het bestuur. Indien dit niet gebeurt, moet de overdragende producent de sinds het begin van zijn verbintenis ontvangen steun terugbetalen.

Volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 30, tweede lid, en 33 van verordening (EG) nr. 445/2002, kan het bestuur van deze terugbetaling afzien indien een begunstigde die reeds voor een belangrijk deel aan zijn verbintenis heeft voldaan, zijn landbouwactiviteit definitief beëindigt en overname van de verbintenis door een opvolger niet haalbaar blijkt of bij overmacht of buitengewone omstandigheden.

Art. 7. De oppervlaktecontroles betreffende de op de steunaanvragen aangegeven gewassen en de controles op de dieren waarvoor steun wordt aangevraagd, worden uitgevoerd door het bestuur. Die controles bevatten verificaties die met de GBCS-gegevens en de Sanitel-gegevens gekruist zijn. De controles op gevogelte, struisvogels en andere loopvogels, paardachtigen en konijnen zijn gebaseerd op de laatste gegevens waarover het bestuur beschikt in het kader van de identificatie en de registratie van die dieren en, in voorkomend geval, op tellingen uitgevoerd door de controle-instelling belast met de controle op de toepassing van het lastenboek voor de biologische landbouw binnen het bedrijf van de producent, alsook op bijkomende aangiften van de producent.

Art. 8. Het bestuur is belast met de betaling van de steun aan de biologische landbouw alsook met de terugvordering van de ten onrechte gestorte betalingen.

Behalve in behoorlijk verantwoorde gevallen, wordt de steun gestort aan de begunstigen één keer per jaar, uiterlijk op 30 april na het einde van het kalenderjaar waarin de aanvragen zijn ingediend.

Ongeacht de door het bestuur beheerde steunregeling, bij ten onrechte gestorte betaling of bijkomende heffing, kan het bestuur overgaan tot de vastlegging van een compensatie met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent-aanvrager van steun verschuldigd is.

De Inspecteur-generaal van de afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhinderd, zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 9. § 1. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen aanleiding geven tot een administratieve boete, overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

De Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhinderd, zijn plaatsvervanger, wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te verrichten en de beslissingen te nemen betreffende de in het vorige lid bedoelde administratieve boeten.

§ 2. De straffen worden toegepast overeenkomstig de artikelen 62 en 63 van verordening (EG) nr. 445/2002.

Onverminderd de toepassingsmodaliteiten van de in voornoemde regeling bedoelde straffen, in geval van verschil tussen de oppervlakten die door de producent aangegeven zijn voor een groep gewassen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, en de oppervlakten die voor dezelfde groep gewassen bij administratieve controles of controles ter plaatse vastgelegd zijn, wordt de toegekende steun berekend door de vermindering van de oppervlakten, voortvloeiend uit de toepassing van de straffen op de in artikel 3, § 2, bedoelde verschillende schijven van oppervlakte, te verdelen volgens de evenredige verhouding van elk van die schijven tot de totale oppervlakte die voor die groep gewassen aangegeven is door de producent.

Bij ten onrechte gestorte betaling, overeenkomstig artikel 49 van verordening (EG) nr. 2419/2001, wordt het terug te vorderen totaalbedrag verhoogd met de wettelijke renten te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de verplichting tot terugbetaling. Het ten onrechte betaalde bedrag kan worden afgetrokken van de eerste betaling na de datum van de beslissing tot terugbetaling.

Art. 10. Op straffe van verval of nietigheid, moet het beroep tegen een beslissing genomen overeenkomstig dit besluit en zijn uitvoeringsmodaliteiten bij aangetekende brief ingediend worden bij de Inspecteur-generaal van het bestuur binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing. Dat beroep sluit niet uit dat eventuele aanvragen om terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen worden ingediend of dat eventuele nalatigheidsinteressen worden berekend.

Art. 11. Het ministerieel besluit van 30 maart 1995 houdende de invoering van een steunregeling voor agrarische bedrijfshoofden die zich ertoe verbinden om biologische teeltmethoden in te voeren of verder toe te passen, wordt opgeheven. Wat betreft de producenten die, voor het boekjaar 2002, in aanmerking komen voor de steun toegekend overeenkomstig het ministerieel besluit van 30 maart 1995, blijft die regeling echter van toepassing tot het einde van hun vijfjarige verbintenis, met uitzondering van de modaliteiten voor de indiening van de jaarlijkse aanvraag, die vallen onder artikel 2, § 1, punten 6^o en 7^o.

Art. 12. Voor het jaar 2003, in afwijking van artikel 2, § 1, punten 6^o en 7^o, wordt de in dit besluit bedoelde aanvraag om steun aan de biologische landbouw ingediend binnen twee maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, d.m.v. het door het bestuur beschikbaar gestelde formulier.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 14. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 6 november 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 624

[2004/200505]

**27 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant des dérogations aux mesures de protection des oiseaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 2, 5bis et 53, tels que remplacés par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et ses annexes II, III et IV, faites à Berne le 19 septembre 1979, approuvées par la loi du 20 avril 1989;

Vu la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, approuvée par la loi du 29 juillet 1971 et le protocole, signé à Luxembourg le 20 juin 1977, modifiant la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signé à Bruxelles le 10 juin 1970, approuvé par la loi du 20 avril 1982;

Vu la décision M (76) 15 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 24 mai 1976 relative à la protection des oiseaux;

Vu la décision M (99) du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 25 octobre 1999 abrogeant et remplaçant la décision M (72) 18 du 30 août 1972 relative à la protection des oiseaux;

Vu le décret du 14 décembre 1989 permettant à l'Exécutif régional wallon de prendre toutes les mesures que requiert l'application ou la mise en œuvre des Traités et Conventions internationaux en matière de chasse, pêche, protection des oiseaux et conservation de la nature;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 sur la protection des oiseaux en Région wallonne;